

10 MAI 1981 - 10 MAI 2021

Dans les années Mitterrand, sa « revue de presse » était sans doute le meilleur baromètre de l'état de l'opinion à gauche. Dès 1982, Guy Bedos entrevoyait la désillusion en marche après l'élection de l'homme de « *la rupture avec la société capitaliste* », qu'il avait pourtant tant souhaitée. L'humoriste n'avait plus les yeux brillants de l'espoir et lançait : « *La gauche et le pouvoir, c'est comme l'amour : le meilleur est dans l'escalier.* » Quelques mois plus tard, le tournant de la rigueur, pour éviter une sortie du système monétaire européen, était décrété, suivi du remplacement de Pierre Mauroy par Laurent Fabius, tout cela au nom du « *réalisme* ».

Quarante ans ont passé depuis la liesse du 10 mai 1981. Dans

40 ANS 40 TRAHISONS DE LA GAUCHE

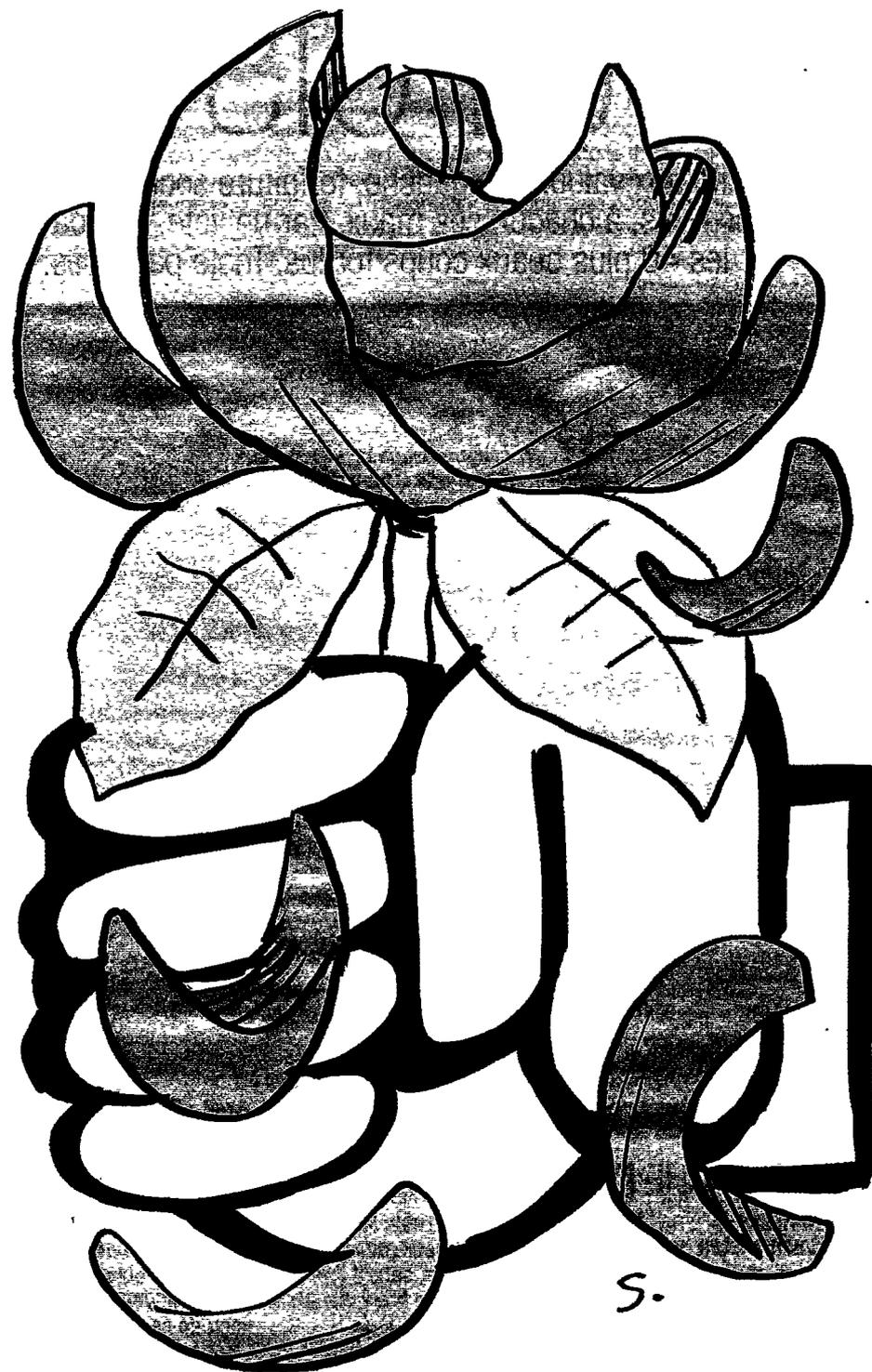
Le 10 mai. Pas la peine de préciser l'année tant ce jour marque encore les esprits et charrie avec lui les espoirs d'un autre temps. Celui d'une gauche capable de "changer la vie". Quarante ans après l'élection de Mitterrand, combien d'aspirations sociales et de promesses républicaines ont-elles été abandonnées ? Une quarantaine, selon "Marianne". **PAR SOAZIG QUÉMÉNER**

l'intervalle, la gauche a occupé le pouvoir la moitié du temps, de 1981 à 1986, de 1988 à 1993, de 1997 à 2002 et de 2012 à 2017. Faut-il tout jeter de ces années, et en particulier des deux septennats Mitterrand ? Certainement pas, et Guy Konopnicki le rappelle (lire p. 20). « *Mai 1981 avait de la gueule* », écrit-il, listant les conquêtes sociales, celles qu'a permises la loi Roudy sur l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, ou les lois Auroux consacrées à la défense des travailleurs. Notre confrère évoque aussi, bien entendu, la loi Badinter et, dans un autre registre, la construction du Grand Louvre.

L'abandon de la classe ouvrière

Mais la gauche a-t-elle vraiment « changé la vie », pour reprendre le nom du projet de rupture porté par le PS en 1972, repris dans la bande-son de la campagne de Lionel Jospin en 1995 et recyclé par François Hollande (« Le changement, c'est maintenant ») en 2012 ? Elle a rompu avec ses idéaux en considérant assez vite l'austérité comme « *incontournable* » et en brisant le lien historique avec la classe ouvrière, deux directions défendues dès 1984 par François Hollande et d'autres dans la tribune intitulée « *Pour être modernes, soyons démocrates* ». Un travail de sape parachevé par la fameuse note de la fondation Terra Nova publiée en mai 2011 (lire p. 22), qui définissait les minorités comme les nouveaux damnés de la terre.

L'idée même de gauche semble irrémédiablement abîmée. Cette altération est symbolisée par l'interminable agonie du Parti socialiste, longtemps majoritaire de ce côté-là de l'échiquier politique, et par son



impossibilité à incarner une alternance en 2022.

Comment la gauche a-t-elle pu tomber si bas ? La rédaction de *Marianne* a recensé et même classé ses mauvais choix.

Ses petites lâchetés ou grandes duperies qui l'ont éloignée des Français. Un triste « jeu » des 40 erreurs, écoulées depuis ce si joli mois de mai 1981. ■

40 FOIS COCUS

Infidélité aux valeurs de gauche, forfaiture socialiste, perfidie politique... à chacun ses mots, à chacun ses maux. Par un vote, la rédaction de "Marianne" a classé les 40 plus beaux coups tordus. Triste palmarès. **PAR LA RÉDACTION DE "MARIANNE"**



"NOUS ASSISTONS À UN MONDE QUI MEURT", c'est la formule du président Mitterrand en mars 1983 pour désigner le changement de politique économique amorcé avec son Premier ministre, Pierre Mauroy.

N° 1 LA TRICHE DE MAASTRICHT FÉVRIER 1992 FRANÇOIS MITTERRAND

Les admirateurs du président ont dit du référendum sur le traité de Maastricht (signé le 7 février 1992) que c'était sa « *grande œuvre* », quasi son chant du cygne, vu que son état de santé était déjà déclinant. Il révéla alors être touché par un cancer qui le frappait de longue date. Il joua de cette carte pour dramatiser un référendum qui faillit lui être fatal, avec un petit oui victorieux à 51 %, le

20 septembre 1992. Nombre de commentateurs affirmèrent avec raison que, sans l'engagement de François Mitterrand, les Français auraient dit non à un traité renforçant la bureaucratie de Bruxelles, écrasant un peu plus la souveraineté des peuples, instaurant une batterie de critères budgétaires drastiques agités comme des mantras. Ces derniers seront aggravés par la naissance de l'euro, dix ans

plus tard, qui entérinera la domination de l'Allemagne sur l'Union européenne. Face à un vent de contestation venu de sa droite comme de sa gauche, le président de la République s'échina à expliquer que le refus du traité de Maastricht serait un « *drame national* », avant de saluer « *un acte de civisme* » au lendemain de la vraie-fausse victoire. On connaîtra un chantage similaire en 2005, lors du référendum sur le traité

établissant une Constitution pour l'Europe (TCE). Près de trente ans plus tard, la récession née de la crise sanitaire et des incohérences des choix économiques orthodoxes inspirés de la philosophie maastrichtienne ont eu la peau des critères d'austérité, sans pour autant que ne soient définis des principes permettant de s'en émanciper. L'Europe post-Maastricht reste à inventer. ■ J.D.

N° 2 LE DÉSOLANT TOURNANT DE LA RIGUEUR

MARS 1983 PIERRE MAUROY

Une idée pour les politologues : mesurer le degré d'une forfaiture gouvernementale à l'aune des euphémismes prononcés pour en dissimuler la portée. À propos du fameux « tournant de la rigueur », les spécialistes de la circonlocution politique vont s'en donner à cœur joie. Et très tôt : dès l'été 1982, Jacques Delors demande une « pause dans les réformes », comme pour préparer l'opinion à la potion amère mais avec l'espoir de récolter les fruits des sacrifices à venir. Plus subtil encore, en mars 1983, Lionel Jospin, alors à la tête du PS, parle de « parenthèse libérale »... toujours pas refermée.

Dans une version plus techno, mais finalement plus efficace, l'expression de « désinflation compétitive » : ce couple de mots va faire florès dans les cabinets ministériels, en particulier dans celui de Pierre Mauroy, où des jeunes à la tête bien pleine veulent jouer ton sur ton avec le libéralisme triomphant de la Prime minister britannique Thatcher et du président américain Reagan. Ils combattent de tout leur soûl l'inflation avec le franc fort – catastrophique pour les exportations françaises – et des taux d'intérêt prohibitifs – à l'avantage des seuls créanciers et surtout pas des chefs d'entreprise, incapables de s'endetter pour investir. Au fond, le plus honnête dans cette apostasie socialiste s'appelle Mitterrand, quand il lâche, lors de son allocution télévisée du 23 mars 1983 : « Nous assistons aujourd'hui aux soubresauts d'un monde qui meurt, en même temps qu'un autre naît. » « Changer la vie » pour conquérir le pouvoir, « s'adapter au réel » pour l'exercer. ■ F.D.

N° 3 LA NOTE TERRA NOVA : C'ÉTAIT ÉCRIT...

MAI 2011 OLIVIER FERRAND

Il y a erreur, il nous faut revoter. La note Terra Nova de mai 2011 n'est pas à proprement parler une trahison mais plutôt un aveu d'une honnêteté déconcertante. Ou d'un cynisme affligeant, c'est selon. Car le PS n'avait pas attendu le think tank « progressiste » pour abandonner les « ouvriers » et leur préférer un agglomérat électoral rassemblant « diplômés », « jeunes », « femmes », « minorités » et « quartiers populaires ». Le mouvement était engagé depuis longtemps, et c'est cela qui est une impardonnable trahison. ■ G.A.
Lire notre enquête sur la « maudite note » en p. 22.

N° 4 L'ACTE UNIQUE ET... INIQUE

FÉVRIER 1986 JACQUES DELORS

Quand Jacques Delors prend la direction de la Commission européenne, en janvier 1985, une ligne dans son CV retient l'attention des technos de Bruxelles et de Berlin : ministre des Finances de Pierre Mauroy, il passe pour l'architecte du tournant de la rigueur en mars 1983 et le défenseur du franc fort. Pour lui, la deuxième manche de la dérégulation se joue avec l'Acte unique, en février 1986. Un texte capital, successeur du vieux traité de Rome. Il prévoit la libre circulation

des biens, des marchandises et des personnes, ainsi que la liberté d'installation d'une entreprise européenne partout dans l'UE. Ce « laissez-faire » et ce « laissez-passer » à l'échelle continentale portent en eux le germe du dumping social, fiscal et réglementaire. L'unification des marchés financiers, dernière étape avant la mondialisation – la vraie, la dure, celle qui débute dans les années 1990 – ne figure pas formellement dans le texte de l'Acte unique. Mais, dès le lendemain, la Commission va multiplier



Agip / Bridgeman Images

les directives pour faire valser les devises par-delà les frontières. Le 1^{er} juillet 1990, la commission Delors rendra effective la libre circulation des capitaux pour se mettre au diapason des marchés financiers mondiaux, libérés, dérégulés et déjà sous l'emprise de produits spéculatifs. ■ E.L.

N° 5 UN SOCIALISTE GRAND PRÊTRE DU LIBRE-ÉCHANGE

SEPTEMBRE 2005 PASCAL LAMY

Socialiste, grand défenseur de la délocalisation sans rivage, adepte du marathon, Pascal Lamy a commencé sa carrière au cabinet de Jacques Delors, alors ministre de l'Économie, puis de Pierre Mauroy, Premier ministre de François Mitterrand, dans l'après-1981. Il retrouvera ensuite Jacques Delors à la Commission de Bruxelles, effectuera un passage par la banque comme directeur général du Crédit lyonnais, avant de devenir commissaire européen de 1999

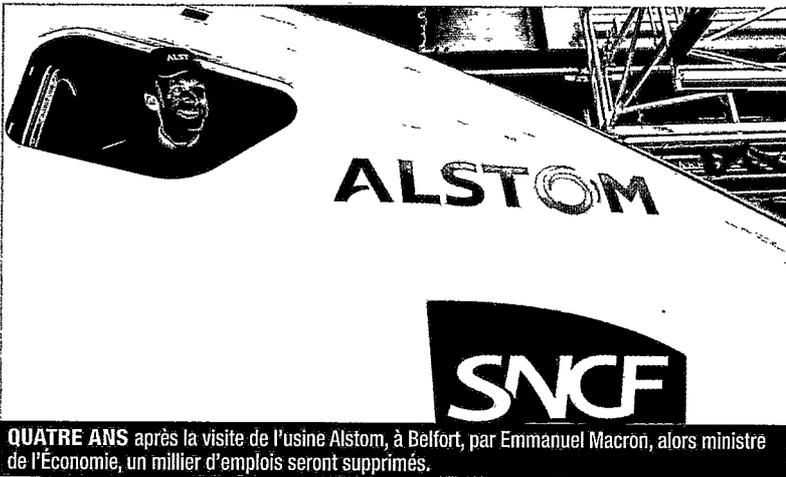


à 2004. En septembre 2005, il prend la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui venait juste d'accueillir en son sein une Chine alors sponsorisée par les États-Unis. Ces derniers n'imaginaient pas que Pékin allait devenir la capitale de l'empire du Milieu capitaliste et un concurrent féroce. C'est là que Pascal Lamy va promouvoir le libre-échange comme règle indépensable du commerce international, persuadé qu'il va dans le sens de l'Histoire, que la mondialisation néolibérale est la huitième merveille du monde, qu'il ne faut rien faire pour l'entraver et que ceux qui la critiquent sont des démagogues et des populistes. En 2010, Pascal Lamy a reçu le Global Economy Prize, remis par l'institut Kiel, pour l'ensemble de sa performance. Aujourd'hui, il est toujours président de l'institut Jacques-Delors, père spirituel d'une Europe toujours ouverte aux grands vents de la finance, malgré les bourrasques, les fractures et les crises. ■ J.D.

N° 6 LE DÉPEÇAGE D'ALSTOM

AVRIL 2014 EMMANUEL MACRON

Printemps 2014, l'américain General Electric (GE) s'apprête à lancer une offre publique d'achat sur les activités énergie d'Alstom. Le chef de l'État, François Hollande, son conseiller à l'Élysée, Emmanuel Macron, et le Premier ministre, Manuel Valls, ne voient pas d'un mauvais œil cette vente. « *Tout Paris avait été loué* », témoignera plus tard le ministre de l'Économie d'alors, Arnaud Montebourg. Avec le soutien du nouveau locataire de Bercy, Emmanuel Macron, GE arrive à ses fins en septembre 2015 et prend le contrôle d'une partie d'Alstom. Le début de la descente aux enfers : alors qu'il avait promis de créer 1 000 emplois en France, le géant américain annonce en 2017 la suppression de 350 postes à Grenoble, et de plus d'un millier à Belfort en 2019. Pis, on apprendra plus tard que l'offensive de GE était en fait le résultat d'une action coordonnée de la justice et de la multinationale américaines, et d'un pacte de corruption à la tête d'Alstom. Grande perdante : la souveraineté économique de la France. ■ M.T.



QUATRE ANS après la visite de l'usine Alstom, à Belfort, par Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, un millier d'emplois seront supprimés.

N° 8 LA TRAHISE DE LISBONNE

FÉVRIER 2008 FRANÇOIS HOLLANDE

Avec l'épisode de la ratification du traité de Lisbonne, le Parti socialiste trahit le peuple et la nation. En 2005, les Français avaient largement rejeté le projet de « Constitution européenne ». Trois ans plus tard, par le biais d'un tour de passe-passe à peine dissimulé, le nouveau président, Nicolas Sarkozy, fait adopter par le Parlement un traité en tous points similaire à celui auquel les électeurs avaient dit non.

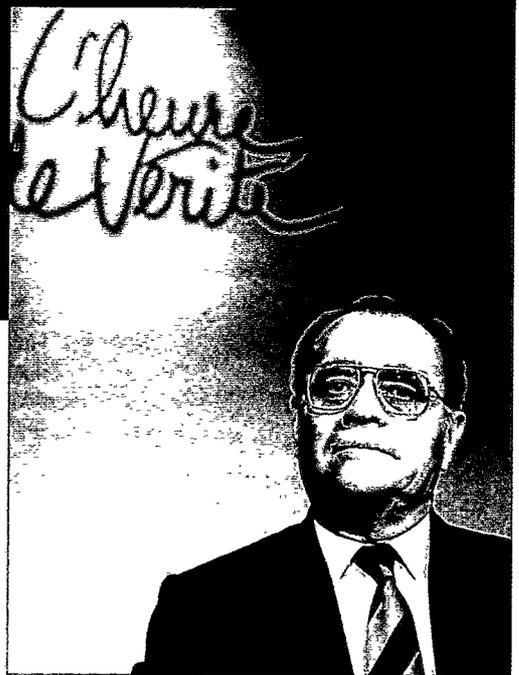
Les élus socialistes lui apportent alors très majoritairement leur concours, par le biais d'une piteuse synthèse élaborée par François Hollande : désaccord de pure forme avec la procédure choisie, qui esquivent le recours à un nouveau référendum... mais approbation du traité de Lisbonne, qui prive la France de pans entiers de sa souveraineté au profit du néolibéralisme européen. ■ H.M.

N° 7 CETA, MON AMOUR

OCTOBRE 2016 MANUEL VALLS

En ce jour d'automne 2016, Manuel Valls, alors Premier ministre du président François Hollande, prend son téléphone portable pour saluer sur Twitter un accord « *équilibré, un libre-échange maîtrisé... qui permettra plus de croissance mais qui défend aussi nos intérêts, valeurs, agriculteurs et usines* ». Le futur exilé à Barcelone parle ainsi en termes louangeurs du Ceta, l'accord économique et commercial global signé entre l'Union européenne et le Canada, dont les conséquences n'ont pas grand-chose à voir avec le propos susdit, et qui ouvre la voie aux accords de libre-échange du même acabit avec les États-Unis et les pays sud-américains du Mercosur. En étant validé au niveau de l'UE, le Ceta a pu entrer en application avant même qu'il soit validé par les Parlements des États concernés, ce qui en dit long sur la place réservée aux citoyens et à leurs représentants. ■ J.D.

LA LOI DE 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ouvre la voie à la financiarisation de l'économie. Ci-contre, Pierre Bérégovoy, alors ministre des Finances.



N° 9 LIBERTÉ DES CAPITAUX, J'ÉCRIS TON NOM

JUILLET 1985 PIERRE BÉRÉGOVOY

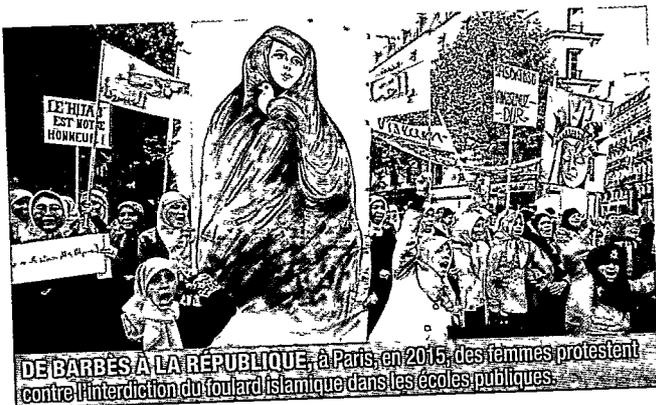
Tant décriée aujourd'hui, la financiarisation de l'économie bat son plein dans les années 1980. En France, c'est Pierre Bérégovoy, ministre des Finances de 1984 à 1986, qui va en être le principal artisan, conseillé par Jean-Charles Naouri, désormais PDG du groupe Casino. En juillet 1985, par la loi dite de la « financiarisation de l'économie », le ministre libéralisera les transactions afin de « *réduire le coût de l'argent par une plus grande mobilité du marché financier et une concurrence plus vive* ». Au menu : levée de l'encadrement des crédits, avec la suppression des réserves obligatoires sur les crédits accordés par les banques ; suppression des prêts garantis par l'État à des taux inférieurs à ceux du marché ; et unification du marché des capitaux. Les traders du palais Brongniart n'auraient pas pu rêver mieux ! ■ M.T.

N° 10 UN VOYAGE À BERLIN POUR RIEN

MAI 2012 FRANÇOIS HOLLANDE

Il fallait le retenir, sinon... Sinon, rien. Ou si peu. À peine élu, le président socialiste se rend dans la capitale allemande, fermement résolu à renégocier le pacte de stabilité européen. Face à l'inflexible Merkel, il se tient droit comme un cierge pascal. Du Sergio Leone. Ou de l'opéra-bouffe.

La chancelière n'acceptera pas de changer les traités, tout au plus concédera-t-elle une enveloppe pour la relance européenne avec des fonds... déjà disponibles. Un an plus tard (mai 2013), le « two pack » entrera en vigueur pour renforcer le pouvoir des cerbères bruxellois de la rigueur. ■ F.D.



DE BARBÈS À LA RÉPUBLIQUE, à Paris, en 2015, des femmes protestent contre l'interdiction du foulard islamique dans les écoles publiques.

N° 12 À CREIL, UN VOILE COUPABLE SUR LE VOILE

SEPTEMBRE 1989 LIONEL JOSPIN

En cette rentrée 1989, la gauche est tétanisée lorsque éclate la première « affaire de voile » en France. Trois collégiennes de Creil (Oise) se rendent vêtues d'un foulard en classe. Le principal de l'établissement, Ernest Chenière, pas dupe de l'instrumentalisation des jeunes filles par les islamistes locaux et soucieux de défendre la laïcité, leur ordonne de retirer leur hidjab. Le refus obstiné des collégiennes déclenche une polémique nationale et place Lionel Jospin, Premier ministre, en position de trancher : or celui-ci se défait et se réfugie derrière le Conseil d'État pour laisser les professeurs, sous pression, trancher au cas par cas.

La loi interdisant le voile (et autres signes religieux ostensibles) à l'école interviendra quinze ans plus tard.

Alors que le chômage de masse et les échecs de l'intégration avaient déjà ouvert la porte au poison communautariste, la capitulation de Creil ouvre une fracture béante à gauche. Celle-ci est désemparée face à l'irruption de l'islamisme, ce cléricanisme d'un nouveau genre : la bigoterie n'émane ici plus de l'Église catholique, mais des immigrés que la gauche a pris l'habitude de défendre face au racisme et à l'exclusion sociale.

Gêne, condescendance et lâcheté constituent les ingrédients d'un tournant qui voit alors une partie de la gauche laisser les professeurs se faire traiter de racistes et renoncer à la mission émancipatrice de l'école républicaine. Un abandon complaisant de la laïcité qui en précède malheureusement bien d'autres. ■ H.M.

N° 11 FRANCE TÉLÉCOM DANS LE GRAND BAIN DE LA BOURSE

OCTOBRE 1997 DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Promis, juré, craché. Pas question d'ouvrir encore plus grand le capital de l'opérateur public France Télécom, devenu Orange, si la gauche plurielle, emmenée par Lionel Jospin, revient aux affaires. Promesse de Gascon. Ou de social-démocrate ? Le premier secrétaire du PS entre à Matignon et nomme Dominique Strauss-Kahn à Bercy. Sous sa houlette, en octobre 1997, France Télécom plonge dans le grand bain de la Bourse. À Paris. Et même à Wall Street, sur des airs d'accordéon. Et elle fera école. Le gouvernement Jospin va réaliser 31 milliards d'euros de privatisations. Un record. ■ E.L.

N° 13 LA FOLLE MANIF CONTRE L'ISLAMOPHOBIE

NOVEMBRE 2019 JEAN-LUC MÉLENCHON

Avec la marche du 10 novembre 2019, la gauche entrée dans la compromission avec l'islam politique étend son espace. Ce jour-là, Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise font leur entrée officielle au rang déjà bien garni (NPA, EELV, PCF...) de ceux qui, croyant défendre les musulmans contre les discriminations, défilent à l'initiative d'islamistes bien décidés à mettre à mal la République.

Malgré un cortège globalement pacifique, l'image renvoyée par la manifestation organisée par le CCFI

est désastreuse : communiqué évoquant des « lois liberticides » (celles qui interdisent les signes religieux à l'école ainsi que le port du voile intégral), étouilles jaunes arborées par des participants, « Allahu akbar » scandé à quelques mètres du Bataclan...

Cette marche marque un tournant idéologique majeur : toute une partie de la gauche restée jusqu'ici fidèle à la laïcité et à la lutte contre l'influence des religions en politique officialise sa conversion à la revendication communautariste. ■ H.M.



JEAN-LUC MÉLENCHON, Alexis Corbière et Danièle Obono manifestent après l'attentat meurtrier contre la mosquée de Bayonne le 28 octobre 2019.

N° 14 : LE CICE OU LA POLITIQUE DE L'OFFRE OFFERTE AUX PATRONS

NOVEMBRE 2012 JEAN-MARC AYRAULT

Amélioration du pouvoir d'achat, rétablissement de l'équité fiscale et grande réforme de son « adversaire » : la finance... Dans le discours prononcé le 22 janvier 2012 au Bourget par le candidat PS à la présidentielle François Hollande, quelques mots rappelaient « mai 1981 ». Et après ? À la fin du mois d'octobre 2012, lors du congrès de Toulouse du PS, est entériné le virage vers la politique de l'offre. Au programme : la baisse des charges aux entreprises. Après tout, pourquoi pas, mais à condition de mettre le coût d'une telle mesure en relation avec ses recettes en termes d'emplois et de salaires. Sur le papier, le fameux crédit d'impôt compétitivité emploi, ou CICE, « représentera l'équivalent d'une baisse d'environ 6 % du coût du travail », dit le Premier ministre de l'époque, Jean-Marc Ayrault. Mais le coût de la mesure en vitesse de croisière se monte à près de 20 milliards d'euros par an. Quelques années plus tard, l'OFCE estimera à 100 000 le nombre d'emplois créés par an grâce au CICE, soit 180 000 € l'emploi. Une fortune donnée aux grands groupes ! Les électeurs de gauche ne s'en remettront pas. Ils prendront en pleine figure les hausses d'impôts supportées par les classes moyennes, et surtout la loi El Khomri s'attaquant au Code du travail. ■ M.T.



ABANDON Le 24 avril 2013, à Florange, le syndicat Force ouvrière (FO) déposait une plaque commémorative rappelant les promesses non tenues du président François Hollande.

N° 14 EX ÆQUO ADIEU FLORANGE !

AVRIL 2013 FRANÇOIS HOLLANDE

Le président a laissé le premier producteur mondial d'acier, ArcelorMittal, éteindre, au printemps 2013, les derniers hauts-fourneaux mosellans, qui employaient plus de 600 salariés. Quand il aurait pu les nationaliser, comme le réclamait un Arnaud Montebourg alors à Bercy, puis les confier à un repeneur motivé, tel le Français Bernard Serin, dirigeant de Cockerill Maintenance & Ingénierie (CMI). Sans concurrent de poids en France, ArcelorMittal a eu les mains libres pour avancer à avril 2020 la fermeture de la cokerie de Florange. En plein confinement... ■ L.D.

N° 16 FRANÇOIS ET NICOLAS SE DISENT OUI

MARS 2005 FRANÇOIS HOLLANDE

Deux hommes affichent une sourire complice à la une de *Paris Match*, comme s'ils allaient convoler en justes noces. L'un, François Hollande, se veut le leader de la gauche opposée au président Chirac. L'autre, Nicolas Sarkozy, dirige l'UMP. Tous deux sont venus poser dans le studio photo de l'hebdomadaire pour décerner un message commun aux Français : il faut dire oui au référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE) prévu deux mois plus tard. Dans l'interview accordée, ils disent tout le bien d'un texte qui sera refusé par les citoyens mais qui reviendra sous le nom de traité de Lisbonne en 2007, après l'élection de Nicolas Sarkozy. ■ J.D.

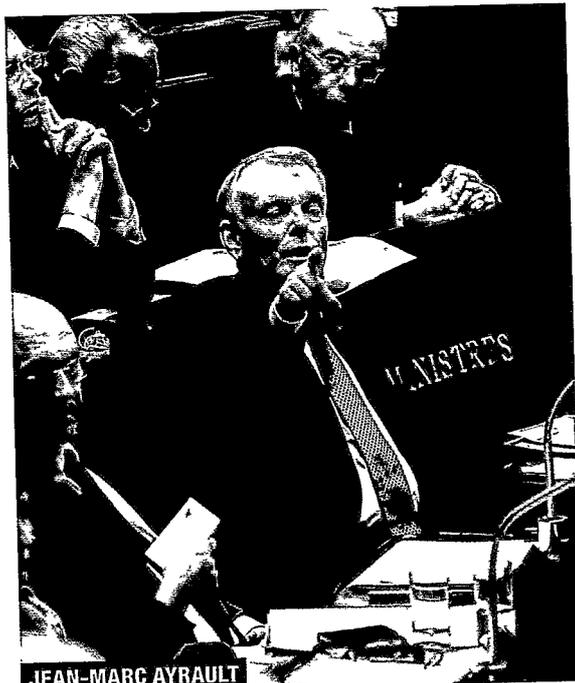


N° 17 MICHELIN : L'ÉTAT SE DÉGONFLE

SEPTEMBRE 1999 LIONEL JOSPIN

Il ne faut pas tout attendre de l'État. » En cette fin d'été 1999, le Premier ministre Lionel Jospin fait un terrible aveu d'impuissance sur France 2. Michelin vient en effet d'annoncer le licenciement de 7 500 salariés, alors que ses profits se portent bien et que les dividendes distribués sont en hausse. Mais pas

question pour Matignon d'engager un bras de fer avec le fabricant de pneus. Au contraire, c'est un grand oui à l'économie de marché ! « Je ne crois pas qu'on puisse administrer désormais l'économie. Ce n'est pas par la loi, les textes, qu'on régule l'économie », assume Jospin. Clair et net. ■ M.T.



JEAN-MARC AYRAULT

N° 18 MILA : UN SILENCE COUPABLE

JANVIER 2020 TOUS RESPONSABLES !

Certains silences en disent plus long que des discours tonitruants. En janvier 2020, Mila, une adolescente lesbienne de 16 ans, est cyberharcelée et menacée de mort pour avoir tenu des propos injurieux contre l'islam. Face à ce lynchage, Mila a dû être déscolarisée et dire adieu à une vie normale. Associations, syndicats, partis

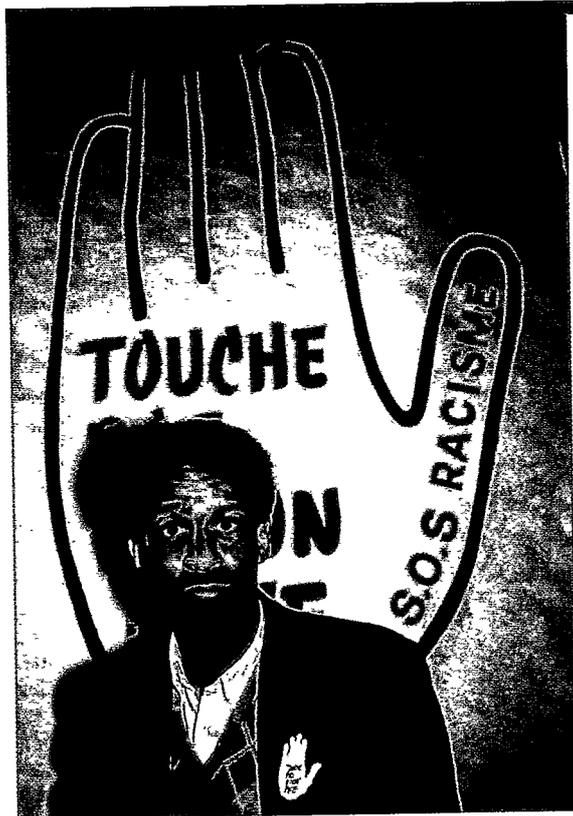
politiques : on aurait pu penser que la gauche se mobiliserait pour défendre la liberté de conscience face à l'intégrisme religieux. Mais le mutisme a été total, abandonnant le soutien de l'adolescente à la droite identitaire. La gauche examine désormais le pedigree des agresseurs et de la victime avant de bouger (ou pas) le petit doigt. Calamiteuse lâcheté. ■ H.M.

N° 20 LIBÉRER LES ÉNERGIES... ET L'ÉNERGIE

MARS 2002 LIONEL JOSPIN (AVEC JACQUES CHIRAC)

Difficile de résister à l'« *allant libéral de nos partenaires* », concédait, en mars 2002, le Premier ministre, Lionel Jospin, lors du sommet européen de Barcelone. La volonté de l'« Europe des Quinze » : libéraliser les marchés de la fourniture d'électricité et de gaz. Après d'âpres négociations, Jacques Chirac et Lionel Jospin obtiendront le report de l'ouverture de ces marchés pour les consommateurs – qui interviendra cinq ans plus tard – mais se résignent pour ce qui concerne les entreprises. Une étape clé dans la privatisation d'EDF et de GDF. ■ M.T.

HARLEM DÉSIR et SOS Racisme, porte-voix du « droit à la différence », ont leur part de responsabilité dans l'actuelle crise de l'intégration des populations d'origine étrangère.



MICHEL SAPIN a emboîté le pas de son homologue Wolfgang Schäuble.

N° 18 EX ÆQUO ATHÈNES LÂCHÉ, BERLIN ÉCOUTÉ

JUIN 2015 MICHEL SAPIN

Été 2015, la petite République hellénique qui s'est donné, début 2015, un gouvernement très à gauche se dit prête à en découdre avec les oukases de la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) et menace même d'une sortie de l'euro, le Grexit. Las, il doit finalement rendre les armes. L'accord ne signe pas seulement la reddition d'Aléxis Tsípras, le chef du gouvernement, face à un gouvernement allemand humiliant ; il institue un programme punitif pour l'économie grecque. Sans contrepartie, autrement dit sans restructuration de la dette. Et la France, dans cette histoire, l'amie historique des Hellènes ? Elle tente une médiation pour adoucir la note. Peine perdue. Yánis Varoufákis, le ministre des Finances, décrivait ainsi, dans une interview, la situation : « *Seul le ministre français [Michel Sapin] émettait une tonalité différente de la ligne allemande, et c'était très subtil. [...] Dans l'analyse finale, quand "Doc" Schäuble [« le docteur », le ministre allemand des Finances] répondait et déterminait la ligne officielle, le ministre français finissait toujours par plier et accepter.* » Résultat : le plan Wolfgang Schäuble se résume à l'organisation pure et simple de la ruine du pays. Michel Sapin et les socialistes français se rangent une fois de plus derrière les ordo-libéraux. ■ E.L.

N° 21 LES MAUVAIS COMBATS DE SOS RACISME

OCTOBRE 1984 HARLEM DÉSIR ET JULIEN DRAY

Pas question, dans ces lignes, de critiquer le caractère fondamental de la lutte contre les discriminations raciales, qui demeure un enjeu fondamental aujourd'hui. Le problème, avec la fondation de SOS Racisme, tient plutôt dans ce qu'elle révèle de l'évolution idéologique des socialistes dans les années 1980. Incapables d'agir sur le plan économique, ceux-ci tentent de camoufler leur échec en transfé-

rant l'objet de leurs ambitions sur le front sociétal : être de gauche, ce ne serait plus combattre le capitalisme, mais prôner la tolérance. « SOS » se fait le porte-voix de cette revendication désormais prépondérante à gauche : le « droit à la différence », doléance aux relents multiculturalistes, dont on peut supposer qu'il détient une part de responsabilité dans la dramatique crise de l'intégration des populations d'origine étrangère. ■ H.M.

N° 22 LA BANQUE-CASINO "MADE IN" SOLFÉRINO JANVIER 1984 JACQUES DELORS

Alors ministre des Finances du gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, Jacques Delors supprime toute distinction entre les banques de dépôt, qui collectent l'épargne des particuliers, et les banques d'affaires, qui spéculent sur les marchés financiers. C'est la naissance en France des banques

universelles, telles BNP Paribas et Société générale aujourd'hui. Effet pervers : à force de multiplier les activités, ces banques atteignent une telle taille qu'elles en deviennent toutes-puissantes. Au point que le pouvoir politique s'est résigné à se faire imposer leurs vues en matières économique et financière. ■ M.T.

N° 24 "MON PROJET N'EST PAS SOCIALISTE"

FÉVRIER 2002 LIONEL JOSPIN

En une phrase prononcée sur le plateau de France 2, le 21 février 2002, Lionel Jospin, candidat à la succession de Jacques Chirac, enterre son propre parti. « *Je suis socialiste d'inspiration mais le projet que je porte n'est pas un projet socialiste* », glisse-t-il avant d'expliquer qu'il veut défendre « *une synthèse de ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est-à-dire la modernité, avec une volonté d'unir la préoccupation économique et sociale* ». Le lit de toutes les déroutes à venir. ■ S.O.

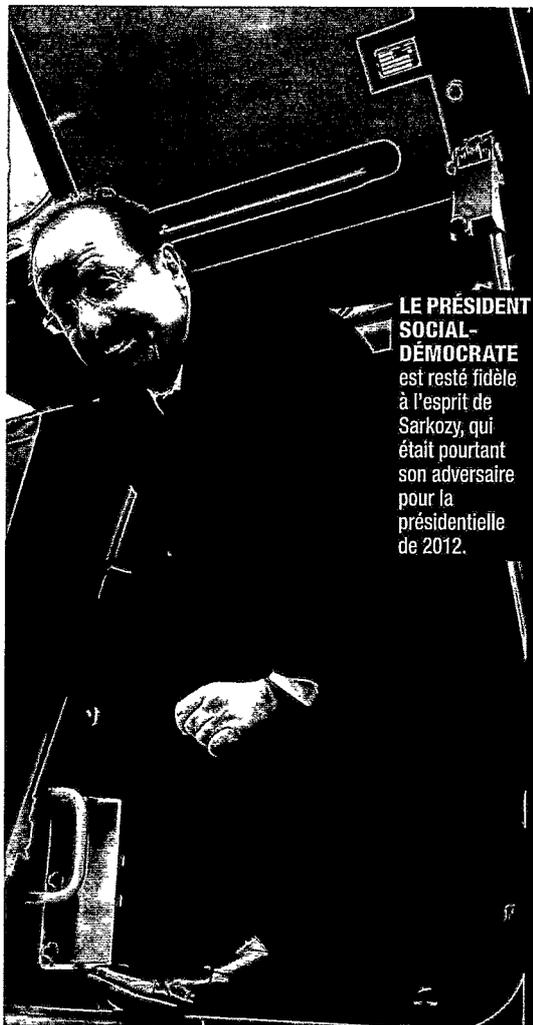
N° 23 L'AFFAIRE DU "PEUPLE CORSE"

AVRIL 1991 PIERRE JOXE

Il voulait ôter « *tout prétexte* » de violence aux nationalistes, quitte à marchander l'unité de la République. Après Charles Pasqua, qui prétendait « *terroriser les terroristes* », Pierre Joxe, proche de François Mitterrand nommé en 1988 ministre de l'Intérieur du gouvernement Rocard, s'empare du problème corse, mais à sa manière, en décidant de dialoguer avec les nationalistes. Il présente en 1991 le « *statut Joxe* », qui institue, en lieu et place de la région, la collectivité territoriale de Corse, plus autonome vis-à-vis de Paris. Son texte va très loin, trop loin : l'article premier reconnaît l'existence du « *peuple corse, composante du peuple français* ». L'opposition de droite se déchaîne, ainsi que toute une partie de la gauche. L'article sera finalement censuré par le Conseil constitutionnel, au nom de l'indivisibilité de la nation. Mais l'élu de Saône-et-Loire a ouvert une large brèche, visible dès les élections régionales suivantes, en 1992. Les nationalistes rassemblent alors 25 % des voix. ■ S.O.

N° 24 EX ÆQUO LES DEUX PIEDS DANS L'OTAN

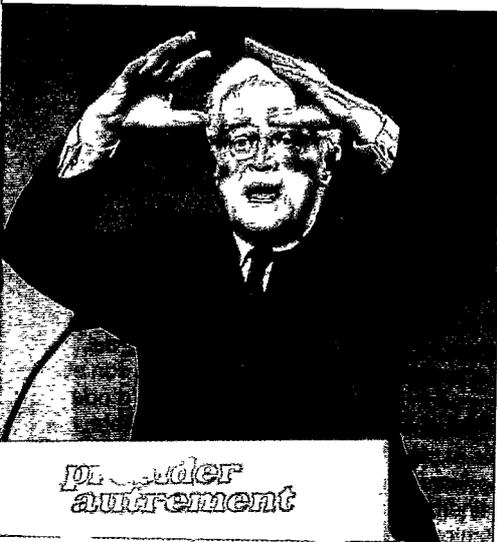
JANVIER 2013 FRANÇOIS HOLLANDE



LE PRÉSIDENT SOCIAL-DÉMOCRATE est resté fidèle à l'esprit de Sarkozy, qui était pourtant son adversaire pour la présidentielle de 2012.

Jacques Brimon / AP / Sipa

En 1966, le général de Gaulle avait fait trembler le Landerneau atlantiste en claquant la porte du commandement militaire intégré de l'Otan, organisation née en 1949 dans le contexte de la guerre froide. Le chef de la France libre, devenu président de la République, avait alors justifié cette décision en expliquant que cette structure n'était que le faux nez de l'empire américain. Mais, en 2007, Nicolas Sarkozy décida de rentrer dans le rang et de réintégrer le commandement militaire intégré du bras armé d'une Alliance atlantique qui, en toute logique, n'avait plus lieu d'être puisque son ennemi désigné – l'Union soviétique – avait été rayé de la carte. Mais il fallait donner des gages au grand frère américain, montrer que la France ne faisait plus cavalier seul. Les successeurs de Nicolas Sarkozy se sont bien gardés de revenir sur cette décision antigauillienne. François Hollande est resté fidèle à l'esprit du sarkozysme. Le 9 janvier 2013, lors de ses vœux aux armées, il assurait que la France allait « *assumer pleinement* » sa présence dans l'organisation militaire. Quant à Emmanuel Macron, s'il a eu un éclair de lucidité en évoquant la « *mort cérébrale* » de l'Otan, il n'est pas allé jusqu'à en tirer les conséquences. ■ J.D.



N° 26 LE TRIOMPHE DES PÉDAGOS

JUILLET 1989 LIONEL JOSPIN

Réforme d'ampleur du gouvernement Rocard, la « loi d'orientation sur l'éducation », selon sa dénomination officielle, est, encore aujourd'hui, la source d'un grand nombre de dysfonctionnements de l'institution scolaire. Pensée par le ministre de l'Éducation nationale d'alors, le futur Premier ministre Lionel Jospin, elle entend accélérer la marche vers « 80 % d'une classe d'âge diplômée », qui se conclura à terme par une inflation des diplômes et donc par la perte de valeur de ces sésames qui n'en sont plus vraiment. Mais c'est un autre point néfaste que la postérité retiendra avant tout autre : la volonté de mettre l'élève

au centre du fonctionnement scolaire. L'article 1^{er} est clair : « *Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves et des étudiants.* » Le triomphe des pédagogistes. Terminé le règne du savoir distillé par le professeur qui règne en maître dans une organisation verticale. Désormais, la salle de classe sera un espace horizontal où les élèves seront invités à construire eux-mêmes leur savoir. Par l'introduction de la notion de « communauté éducative », la réforme lance un élargissement de la vie scolaire aux parents, maillons à part entière de l'école. Ouvrant ainsi l'ère des parents consommateurs et interventionnistes. ■ A.C.

N° 27 DES PROBLÈMES AVEC LES MINEURS DÉLINQUANTS?

JANVIER 1999 ÉLISABETH GUIGOU

Des tirs à balles réelles entre Beauvau et la Place Vendôme ? Un grand classique sous la V^e. Ce qui l'est un peu moins en ce début d'année 1999, c'est le sujet sur lequel s'écharpent Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'Intérieur, et Elisabeth Guigou, la garde des Sceaux : les mineurs délinquants. Le premier veut mettre hors d'état de nuire « *les sauvagions* » et démanteler les bandes organisées dans certains quartiers. Il plaide notamment pour la création de centres de retenue pour les multirécidivistes. Elisabeth Guigou s'y refuse. Elle veut trouver des solutions qui intègrent sanction et éducation. Intention louable mais qui contraint Lionel Jospin à une synthèse inefficace. Et montre, trois ans avant le « coup de tonnerre » du 21 avril 2002, que la gauche n'a pas placé dans ses priorités la sécurité des Français. ■ s.a.



DEVANT LE CENTRE PÉNITENTIAIRE des Baumettes, à Marseille, en 1999.

N° 28 LE RELATIVISME CULTUREL RELATIVEMENT CUL-CUL MARS 1982 JACK LANG

Jack Lang n'a pas été seulement l'incarnation au pouvoir de l'*Homo festivos*, cher à Philippe Muray. Au prétexte de « démocratie culturelle », il aura aussi durablement imprimé le culte du droit à la différence dans le domaine des arts et du spectacle, sur lequel s'arc-boutent aujourd'hui les parangons du décolonialisme partis en guerre contre la « culture blanche dominante ». Il le fit par le biais d'un rapport commandé à l'universitaire

socialiste occitan Henri Giordan et sorti en mars 1982 portant sur les langues régionales et proposant « *une politique de réparation des cultures minoritaires* ». Distinguer citoyenneté politique et citoyenneté culturelle, avait soutenu Michel Debré à l'Assemblée nationale, revient à reconnaître une composante ethnique, pour ne pas dire raciale, au sein de la nation. Comme ces mots résonnent aujourd'hui. ■ A.L.

N° 29 LE "CARE" OU LA TENTATION BLAIRISTE

JANVIER 1997 MARTINE AUBRY

Signer une préface n'est jamais anodin. En couvrant d'éloges Tony Blair dans la traduction française de *la Nouvelle Grande-Bretagne*, le manifeste du leader travailliste sur la « troisième voie », Martine Aubry, alors figure montante du Parti socialiste, entérine une forme de reddition de la gauche, qui s'abreuve d'écrits très libéraux, s'illusionne de la création d'une « société de partenaires » et d'une mondialisation heureuse. Ou comment annoncer, en France, l'adaptation du discours socialiste à l'économie de marché. ■ s.a.

N° 30 LA FERMETURE DE FESSENHEIM : ATOMIQUE BOUTIQUE

NOVEMBRE 2011 MARTINE AUBRY

On ne doit pas cette « fine idée » à François Hollande, même s'il la fera sienne. La décision de fermer Fessenheim relève en fait d'un accord de boutiquiers – un « contrat de mandature », dit-on pour faire respectable –, passé en novembre 2011 et

dans l'espoir d'une victoire en 2012, entre Cécile Duflot, secrétaire nationale d'EELV, et Martine Aubry, première secrétaire du PS. Il tient finalement à peu de chose le destin des quelque 5 000 personnes que la centrale faisait vivre de près ou de loin... ■ G.A.

N° 30 EX ÆQUO LA TAMBUILLE DU SIÈCLE

JANVIER 2011 NICOLE NOTAT

Quand on sait montrer patte blanche, on peut espérer recevoir son bâton de maréchal. En vertu de ce précepte, Nicole Notat, ex-secrétaire générale de la CFDT, qui s'était illustrée en abandonnant nombre de causes sociales, est devenue, le 1^{er} janvier 2011, la présidente du club très select appelé Le Siècle. Elle succédait alors à Denis Kessler, ancien vice-président

du Medef, qui rêvait de mettre à bas tous les acquis nés du Conseil national de la Résistance. Au Siècle ne se retrouvent que d'illustres représentants de l'élite, à charge pour eux de porter ensuite la bonne parole. Toujours membre du conseil d'administration après son départ de la présidence, en 2013, Nicole Notat a rempli sa tâche avec savoir-faire et persévérance. ■ J.D.

N° 32 L'INSENSÉ DÉFILÉ DU BICENTENAIRE

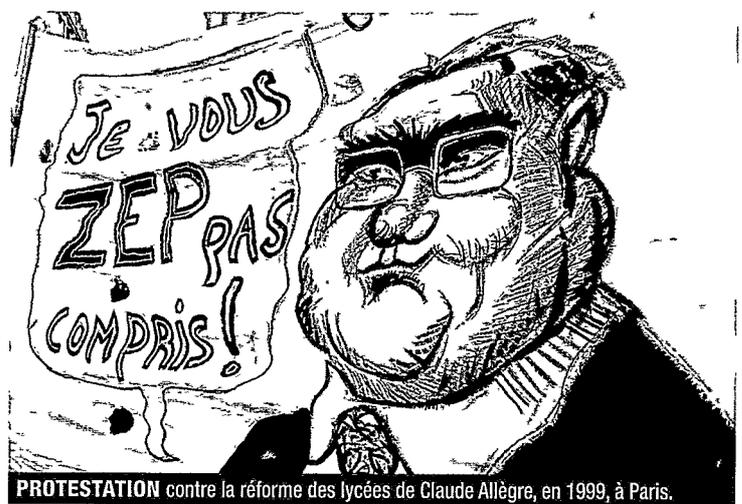
JUILLET 1989 JACK LANG

Les trahisons les plus abstraites peuvent être amères et révélatrices. En 1989, la gauche au pouvoir disposait d'une occasion en or pour célébrer la grande Révolution qui a fondé ses idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. Las! Sous l'impulsion du ministre de la Culture, Jack Lang, le bicentenaire, confié au publicitaire Jean-Paul Goude, est transformé en grand barnum son et lumière dépolitisé. De ce défilé en forme d'ode au multiculturalisme, les dimensions patriote, sociale et subversive de la Révolution sont méthodiquement éliminées au profit d'un enchaînement sans queue ni tête de spectacles célébrant des cultures du monde réduites à leurs stéréotypes. Comble de l'absurdité, le pavoiement d'une quarantaine de musiciens arborant les drapeaux régionaux de... la France d'Ancien Régime! ■ H.M.

N° 33 ADIEU LE FRANÇAIS ET LES MATHS À L'ÉCOLE

FÉVRIER 2002 JACK LANG

Sous le couvert de « restituer les apprentissages fondamentaux pour mieux lutter contre l'échec et mieux assumer la fonction d'intégration de l'école », Jack Lang a fait tout le contraire. Pourtant, l'emballage était séduisant. Dans le contenu, c'est une autre soupe: organisation de « débats hebdomadaires » en classe, « familiarisation des élèves avec Internet », promotion de l'« ouverture internationale et multiculturelle »... Tant pis pour le français et les mathématiques, points faibles de nos élèves. ■ A.C.



PROTESTATION contre la réforme des lycées de Claude Allègre, en 1999, à Paris.

N° 34 "POUR ÊTRE MODERNES, SOYONS DÉMOCRATES"

DÉCEMBRE 1984 FRANÇOIS HOLLANDE

Être démocrate ou socialiste? Il fallait choisir. Dès 1984, un an après le tournant de la rigueur, quatre compères, François Hollande, Jean-Yves Le Drian, Jean-Pierre Mignard et Jean-Michel Gaillard signent, dans *le Monde*, une tribune qui va faire grand bruit. Ils y justifient l'austérité (« incontournable »), affirment même vouloir rompre le lien historique de leur parti avec la classe ouvrière, plaident pour une modernisation à marche forcée... Ils s'affirment comme les fossoyeurs du socialisme. ■ S.Q.

N° 35 LE LYCÉE À BAS COÛT

MARS 1999 CLAUDE ALLÈGRE

La réforme du lycée est avant tout celle de l'individualisation des parcours d'apprentissage. Au-delà des objectifs affichés (meilleure organisation des horaires de cours, architecture des cursus plus lisible et accès à la culture pour tous), la réforme promet avant tout les heures d'aides individuelles ou en petits groupes en lieu et place d'heures en classe supprimées par le même projet pour raison d'économie.

Dès lors, les demandes et les exigences des élèves dictent les enseignements prodigués lors de ces accompagnements personnalisés. Et la classe, donc le collectif, s'en trouve mécaniquement affaiblie. La réforme du lycée professionnel, trois mois plus tard, occasionnera par ailleurs d'autres dégâts en éloignant la formation professionnelle des entreprises pour la rendre hors-sol et bien souvent caduque... ■ A.C.



BERNARD KOUCHNER survole le Kosovo en juillet 1999.

N° 36 INDIGESTE INGÉRENCE

JUIN 1999 BERNARD KOUCHNER

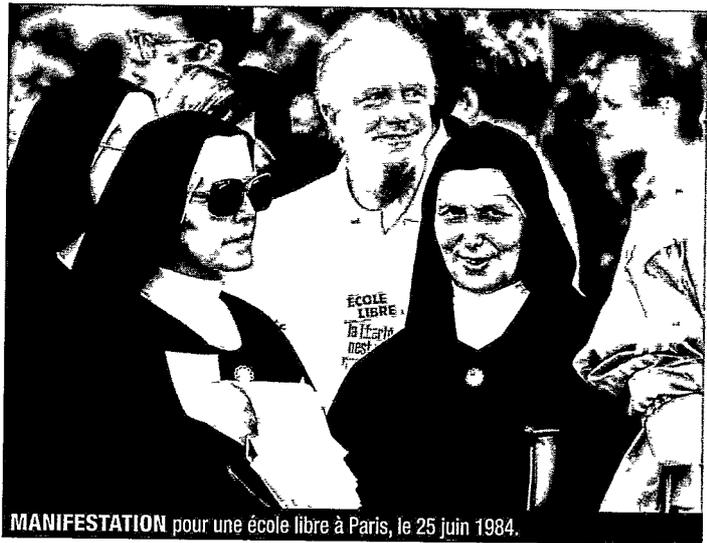
Cofondateur de Médecins sans frontières en 1971, il est passé à la postérité en acheminant des sacs de riz pour la Somalie affamée, en 1992, non sans avoir invité les photographes pour immortaliser son geste. Au nom de l'aide humanitaire et des droits de l'homme, Bernard Kouchner a théorisé le « devoir

d'ingérence ». En vertu de quoi, celui qui sera ministre sous Mitterrand, Chirac puis Sarkozy, a soutenu, en juin 1999, l'opération militaire de l'Otan contre la Serbie, sans mandat de l'ONU, afin d'imposer par la force des bombes l'indépendance du Kosovo, grande première qui permettra ensuite à la Russie d'annexer la Crimée. ■ J.D.

N° 37 DÉCHIRANTE DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

NOVEMBRE 2015 FRANÇOIS HOLLANDE

Ce 16 novembre 2015, trois jours après les attentats du Bataclan, des terrasses et du Stade de France, François Hollande annonce devant le Congrès sa volonté d'inscrire la déchéance de nationalité pour les terroristes binationaux dans la Constitution. De la triangulation politique: la mesure est empruntée à Nicolas Sarkozy, pour contenir son opposition de droite. Une manœuvre grossière qui révolse toute une partie de la gauche avec qui le chef de l'État ne parviendra jamais à se réconcilier. ■ s.a.



MANIFESTATION pour une école libre à Paris, le 25 juin 1984.

N° 39 POUR UN REVENU MINIMUM UNIVERSEL... ET LIBÉRAL

JANVIER 2017 BENOÎT HAMON

Attention, un train plein de bons sentiments peut cacher une locomotive libérale. Début 2017, Benoît Hamon remporte les primaires citoyennes avec une idée, aux contours très généreux: le versement d'un revenu à tout le monde et, avant tout, aux salariés bientôt remplacés par des robots à l'usine ou au bureau. Bizarre, bizarre, cette idée-là se

retrouve dans tous les breviaires néolibéraux! Selon la bonne veille loi de l'offre et de la demande, une société du travail « raréfié » émerge sous l'effet du numérique avec deux classes sociales: celle des ingénieurs et créatifs nantis de super salaires et celles des chômeurs ou des intellos précaires bénéficiaires d'aides suffisantes... pour ne pas faire la révolution. ■ F.D.

N° 38 LA BÉRÉZINA DU PROJET DE LOI SAVARY

JUILLET 1984 FRANÇOIS MITTERRAND

Les foules résolues de catholiques auront eu raison de la détermination de la gauche à défendre l'école publique. Pourtant, le projet de loi porté par le ministre Alain Savary n'était pas révolutionnaire: englué dans une complexité inutile, son « *grand service public unifié et laïque de l'Éducation nationale* » avait surtout pour ambition de revenir sur certains privilèges indus de l'enseignement privé. Mais Savary, désavoué par François Mitterrand, démissionnera en juillet 1984. ■ H.M.

N° 40 L'IMPORTATION DES PRIMAIRES OUVERTES: "MODERNE" RECUL

OCTOBRE 2011 TERRA NOVA ET ARNAUD MONTEBOURG

Il est assez aberrant que l'importation des primaires ouvertes atterrisse à la dernière place de notre classement. Car leurs méfaits sont si nombreux qu'un magazine entier n'y suffirait pas. Débarqué en France des États-Unis à l'initiative de Terra Nova et – on l'oublie souvent – d'Arnaud Montebourg, propulsé par des médias excités à l'idée

de faire vivre le cirque politique entre deux scrutins – en particulier *Libération*, qui multiplia les sondages sur le sujet –, ce mode de désignation des candidats constitue plusieurs trahisons. Trahison de l'idée même de parti politique et de l'ancrage populaire qu'il induit. Trahison, donc, des militants, puisqu'ils n'ont même plus le choix

de leur candidat. Et consécration de l'« opinion » et de la sondocratie, de la course de petits chevaux et des écuries personnelles qui vont avec, de la « punchline » idiote et du off assassin... En un sens, les primaires constituent l'ultime trahison de la politique dans ce qui lui restait d'à peu près noble. Au nom d'une vénérée « modernité ». ■ G.A.